Le souvenir d'une « épopée glorieuse »

La France en Inde entre la Révolution et l'Empire

Massimiliano Vaghi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1246>

DOI : 10.4000/lrf.1246

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Édition imprimée

Date de publication : 23 juin 2015

Référence électronique

Massimiliano Vaghi, « Le souvenir d'une « épopée glorieuse » », *La Révolution française* [En ligne], 8 | 2015, mis en ligne le 24 juin 2015, consulté le 14 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1246> ; DOI : 10.4000/lrf.1246

Ce document a été généré automatiquement le 14 février 2020.

© La Révolution française

Le souvenir d'une « épopée glorieuse »

La France en Inde entre la Révolution et l'Empire

Massimiliano Vaghi

L'Inde perdue ?

- 1 Le débat sur la rivalité franco-anglaise dans le sous-continent indien pendant la période comprise entre le début de la Révolution et l'Empire se lie étroitement à celui qui a pour objet le colonialisme français à l'échelle globale dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, lorsque, grâce à sa suprématie technologique et militaire, l'Europe commence à subordonner et à exploiter économiquement le reste du monde¹.
- 2 C'est à l'époque de l'apogée coloniale, pendant la Troisième République, que l'Inde française a produit une floraison de publications, dédiées surtout à l'*épopée glorieuse* du milieu du XVIII^e siècle et à Joseph-François Duplex, considérés comme des prodromes malheureux de la nouvelle expansion coloniale française au XIX^e siècle. La désastreuse « perte » de l'Inde au milieu du XVIII^e siècle, ce considérable insuccès colonial de la France, qui concerne tant l'économie que son prestige international, a immédiatement suscité des débats vifs et durables qui, souvent, ont touché plus le côté de la polémique politique que celui de la recherche historique, surtout à partir de la moitié du XIX^e siècle².
- 3 Dans la plupart des ouvrages publiés par les historiens de la Troisième République on observe une certaine tendance à privilégier l'événement sur la problématique et les « forces profondes » qui ont poussé les Européens dans le contexte géopolitique du sous-continent et de l'océan Indien. Enfin, les historiens de l'époque coloniale ont ignoré l'Inde d'après la guerre de Sept ans³ ; à leur avis, elle a été oubliée, toute entière, par la France, et définitivement abandonnée aux Britanniques. À en croire les propos mélancoliques de Claude Farrère de 1935, en 1763 « l'Inde était désormais perdue, sans retour, pour la France⁴. »

- 4 Même dans les recherches plus récentes des années 1950-1960 (en général très peu nombreuses et, le plus souvent, écrites par des anglophones⁵) on trouve des jugements également négatifs à propos de la présence politique française en Inde après le traité de 1763 : le portrait proposé est celui d'une disparition de la France de la scène indienne et d'une maîtrise presque totale des Indes par les Anglais de l'*East India Company* (Bengale, vallée du Gange, Sud du Deccan et province de Bombay)⁶.
- 5 Après les victoires anglaises à Wandiwash (1760) et à Pondichéry (1761) sur les Français, et à Plassey (1757) et à Buxar (1764), au Bengale et au Bihar, contre les autorités mogholes, la France, liée par le traité de Versailles, n'a pu que laisser son ancien allié Tipu Sahib combattre seul les Anglais. Par ailleurs, elle a décidé également de remplacer Pondichéry par Port-Louis comme résidence du Gouverneur général (1785) et donc de retirer les soldats arrivés avec l'expédition de l'amiral Pierre André de Suffren en 1782.
- 6 Dans la période « révolutionnaire », comme le souligne Jacques Weber, la seule politique française en Inde semble avoir été celle menée par les aventuriers : « Six mois après l'exécution de Louis XVI, les troupes britanniques mettent un terme aux frasques révolutionnaires des établissements secondaires. Pondichéry tombe le dernier, le 23 août 1793, après 15 jours de siège. Bien que l'Etat français ait depuis longtemps renoncé, toute influence française n'a pourtant pas disparu du sol de l'Inde. Des souverains indiens recherchent l'amitié des Français et des 'aventuriers' n'hésitent pas à se placer à leur service⁷. »
- 7 Dans ce cadre généralement accepté – qui montre un total abandon de l'Inde par la France pendant la dernière partie du XVIII^e siècle, tant du côté de l'intérêt politique et stratégique que de celui du commerce –, les recherches françaises ont été relancées à partir des années 1980-1990 touchant principalement l'histoire sociale, l'histoire économique et le problème de l'esclavage dans l'océan Indien.
- 8 Si on excepte les travaux consacrés à la *Compagnie des Indes* – dont celui de Philippe Haudrère est le plus complet et exhaustif⁸ –, les sujets qui ont reçu le plus d'attention demeurent les Mascareignes et l'esclavagisme⁹ qui, en ce qui concerne l'océan Indien, a été traité souvent en relation avec celui du scénario atlantique¹⁰. En ce qui concerne les ouvrages collectifs, les textes réunis par Claude Wanquet-Benoît Jullien et par Jacques Weber restent fondamentaux¹¹, même si les périodisations choisies ne couvrent pas seulement la période post-1763 et « révolutionnaire », mais s'étendent à la fois en amont et en aval (XVIII^e-XX^e siècles). Concernant les établissements de l'Inde française, et notamment Pondichéry, abandonnée l'*épopée glorieuse* du milieu du XVIII^e siècle, la plupart des ouvrages touchent les XIX^e et XX^e siècles, délaissant presque totalement la longue période « révolutionnaire »¹².
- 9 Les recherches sur la littérature¹³, sur l'imaginaire et la « perception¹⁴ », et sur les transferts culturels¹⁵ se sont aussi développées, s'étendant sur une vaste périodisation, mais également peu approfondies sur la période post-1763 et davantage insérées dans les problématiques des *postcolonial studies*¹⁶.
- 10 De toute façon, c'est un fait établi que l'historiographie consacrée à l'expérience coloniale de la France en Inde s'est focalisée de façon prioritaire sur les instructions diplomatiques envoyées de Paris aux établissements indiens et sur les dynamiques militaires. Par contre, cet article se propose d'étudier la réaction des élites de l'époque « révolutionnaire » à la politique française dans le sous-continent et l'océan Indien,

tant du côté des choix politiques et militaires, que de celui de la réussite économique et commerciale. Après 1763, et après les erreurs commises pendant les dernières années de l'Ancien Régime, peut-on vraiment parler d'une *Inde perdue* pour la France¹⁷, ou, au contraire, voit-on naître – du moins dans les écrits et, quelquefois, dans les rêves de certains intellectuels, politiques ou officiers – une certaine conscience que « c'est en Asie qu'il faut conquérir l'Asie¹⁸ » ?

- 11 Pour ce qui concerne la longue rivalité avec les Britanniques en particulier, il faut souligner qu'elle reste toujours vive après la désastreuse défaite de 1763, et que la présence marginale de la France en Inde n'a pas empêché l'Angleterre (et surtout les employés et les fonctionnaires de l'*East India Company*) d'un côté, de collaborer avec les Français du point de vue commercial¹⁹, et de l'autre de redouter une revanche française, peut-être par l'alliance avec les princes indiens encore indépendants²⁰.

La Révolution et l'Inde

- 12 Au début de la Révolution, Jean-François de Tolozan (1722-1802), avocat-général à la Cour des monnaies de Lyon, membre de l'Académie de la même ville et puis maître des requêtes et intendant du commerce à Paris, publie un *Mémoire sur le commerce de la France et de ses colonies*, paru anonymement en 1789. Dans cet ouvrage, à coté de quelques considérations sur les bénéfices de la liberté du commerce par rapport à celui organisé par les Compagnies douées du monopole d'état, il nous donne une opinion précise sur l'importance de la marine de guerre pour les colonies, en particulier pour celles d'Asie. À son avis, donc, « quand même des forteresses mettroient nos Colonies à l'abri de toute invasion & de toute dévastation, on devrait encore leur préférer les forces navales²¹. » Dans l'océan Indien en particulier, faute d'une marine puissante, le gouvernement français doit absolument maintenir les établissements de l'Ile-de-France et de l'Ile Bourbon, qui – c'est vrai – « ont été jusqu'à présent plus coûteux que productifs », mais « leur possession est importante pour la France tant qu'elle voudra conserver des comptoirs dans l'Inde²². » En effet, « ces deux Isles sont l'entrepôt & le point d'appui de nos foibles établissements en Asie ; on sait qu'après y avoir eu un moment d'éclat vers le milieu du siècle, nous avons été depuis éclipsés par les Nations nos rivales. Des revers de la guerre, des variations continuelles dans le système d'administration & de commerce, ont été les causes de notre décadence²³. »
- 13 En 1790, dans ses *Réflexions sur l'Inde*²⁴, l'ancien intendant général de la Marine Joseph-Alexandre Le Brasseur (1741 ?-1794)²⁵ souligne également l'importance des Mascareignes pour la politique orientale de la France, surtout de l'Ile-de-France²⁶ qui, en 1785, est devenue la « capitale » de tous les établissements français en Asie.
- 14 Son but, donc, est d'expliquer d'un côté l'importance stratégique de l'Ile-de-France pour la politique française dans l'océan et le sous-continent indien, et de l'autre de rassurer ceux qui craignent que la régression de Pondichéry en un simple établissement commercial puisse signifier un abandon de l'Inde : « Nous avons pensé qu'il convenoit de diviser notre travail en deux parties et de marquer cette division par les deux questions suivantes : I, Quelle est, d'après les événements des trois dernières guerres, l'utilité politique de l'Isle-de-France ? ; II, Quel degré d'importance le gouvernement doit-il attacher à la politique de l'Inde ? Doit-il s'occuper à-la-fois d'un projet offensif à l'Isle-de-France et d'un autre défensif à Pondichéry ? Puisse cet ouvrage persuader tous ceux qui le liront avec attention, qu'en ne voulant plus

considérer Pondichéry que comme simple comptoir, la France n'a pas eu l'intention d'abandonner l'Inde, mais bien des dispositions militaires qui ne pouvoient que lui être désavantageuses²⁷. »

- 15 Selon Le Brasseur, le sous-continent indien, divisé en plusieurs « États » dont le plus puissant est celui de l'*East India Company*²⁸, ne permet plus à la France de fortifier et défendre Pondichéry d'une manière convenable. La France, malheureusement, n'a pas bien compris les « révolutions » qui ont touché l'Inde à partir de la chute de Dupleix, et, maladroitement et trop souvent, elle a tenté de suivre l'ancien exemple du célèbre gouverneur : « Quelle a donc été notre erreur ! Il faut le dire franchement ; depuis les guerres de la France dans les Décan [Deccan], nous n'avons jamais voulu voir que la situation de l'Inde étoit toujours vacillante ; nous avons même pris plaisir à nous persuader que celle de ces temps éloignés étoit encore à-peu-près la même ; et adaptant inconsidérément à ce système tous les événements du moment, nous n'avons pas fait attention que, depuis l'administration de Dupleix, la face des affaires ayant absolument changé, il en devoit être de même de la politique. En effet, depuis le départ de cet administrateur [...], il s'étoit opéré plusieurs grandes révolutions, dont une seule eût suffi pour déranger toutes les anciennes combinaisons. La chute presque totale de l'empire mogol, celle de la domination française dans l'Inde, l'élévation presque incroyable de la puissance des Anglois, la formation de l'empire d'Ayder [le royaume du Mysore] : voilà les grands événements qui ont changé les intérêts respectifs des nations²⁹. »
- 16 Ces « révolutions », donc, imposent – écrit Le Brasseur – d'abandonner Pondichéry à une jouissance simplement commerciale³⁰ pour favoriser le renforcement militaire des Mascareignes, leur position étant la plus favorable à une éventuelle expédition navale française contre Bombay ou Madras : « Nous osons élever la voix pour dire : malheur à la France si elle persiste dans un système qui achèvera de ternir son nom dans l'Inde, au lieu d'en relever l'éclat ! Un excellent général, un bon intendant d'armée, des troupes nombreuses et de l'argent pour deux campagnes ; voilà la vraie politique pour triompher en Asie. Elle peut tenir lieu de toute autre ; lorsque le général de mer aura battu l'escadre ennemie, et que celui de terre aura pris Madras ou Bombay, ce sera alors aux nations de l'Inde à chercher notre politique, qui, dans ce cas, devra régler la leur³¹. » En tout cas, une possible revanche française en Inde ne peut pas compter sur le soutien immédiat des *nawabs*, car l'habile politique anglaise les a désormais assujettis d'une manière complète, particulièrement au Bengale : « Le nabab de Bénarès et le fils de Soujah-Dowlack, habitués depuis longtemps à un esclavage que la compagnie [anglaise] leur fait oublier, en les tenant plongés dans la mollesse, en favorisant même leurs goûts les plus infâmes, n'auront jamais assez d'énergie pour oser se révolter contre leurs tyrans ; et ceux-ci sont toujours assez attentifs pour ne pas leur permettre d'entretenir des liaisons qui pourroient devenir dangereuses. D'ailleurs les Anglois ont établi dans cette partie de l'Inde un ordre apparent de justice et de modération, qui cache aux malheureux Indiens leurs véritables calamités. Ceux qui seroient capables d'une résolution hardie, les musulmans du Bengale, sont la plupart employés au service des Anglois ; ils n'exposeroient pas témérairement leur fortune, leur vie même, pour se jeter dans un complot dont le succès ne leur paroîtroit pas certain³². »
- 17 En conclusion, Le Brasseur soutient que, après avoir montré aux Indiens la puissance de la France enlevant Bombay ou Madras aux Anglais, on ne doit plus commettre les erreurs du passé, ni poursuivre une idée chimérique de conquêtes dans l'Inde, soit en

suivant les tentatives de Duplex, soit à l'exemple de la *East India Company* : « La seule politique constante chez les princes indiens, c'est la haine pour tous les étrangers ; c'est le projet de n'obéir ni à l'Angleterre ni à la France, et d'écraser l'une par l'autre ces deux puissances. Gardons-nous donc bien de les épouvanter par la fureur des grandes possessions territoriales. Quel intérêt peuvent-ils prendre à nos efforts, si nous ne voulons expulser les Anglois que pour nous mettre à leur place ? Le vrai conquérant de cette riche partie du monde sera celui qui, après avoir enlevé à ses rivaux les domaines qu'ils ont envahis, les rendra aux princes qui doivent les posséder, et qui n'attachera d'autre condition à la restitution de ces territoires, que la stipulation du commerce en sa faveur³³. »

- 18 Même si Le Brasseur n'a jamais parlé d'abandonner Pondichéry à son destin, sa politique visant à favoriser les établissements des Mascareignes aux dépens de l'Inde est vue par quelqu'un comme une trahison des intérêts français dans le sous-continent, surtout au moment où une nouvelle guerre contre les Anglais commence à être probable. C'est ainsi que paraît en 1790 un long pamphlet, anonyme, qui accuse ouvertement l'ancien Intendant général : « Un auteur qui se qualifie *administrateur* vient de publier un mémoire sur l'Inde, dans lequel il tâche de justifier l'abandon de Pondichéry [...]. La plupart des personnes qui ont des connoissances locales de l'Inde, s'accordent à regarder l'évacuation de Pondichéry comme une démarche aussi impolitique qu'elle est immorale³⁴. »
- 19 L'auteur – après avoir établi que « l'utilité politique de l'Ile-de-France ne doit plus être mise en question, car personne n'a de doutes là-dessus, les trois dernières guerres ont fourni des preuves positives de l'utilité politique de cette Colonie³⁵ » – souligne toutefois que, du point de vue du ravitaillement des établissements indiens, les Mascareignes ont été inutiles, n'ayant pas garanti des vivres suffisants ni à la population, ni aux garnisons³⁶. C'est pour cela que les établissements indiens doivent être autosuffisants, tant du point de vue de la subsistance, que de celui de la défense. À ce propos, la tentative de représenter la *Compagnie des Indes* comme une organisation ayant une politique ruineuse est totalement inefficace³⁷, étant donné que la responsabilité de la crise française touche les faibles cabinets monarchiques : « On avoit eu tout le temps nécessaire, depuis l'année 1765 jusqu'en 1778, pour achever les fortifications de Pondichéry. La négligence du Gouvernement, son incertitude sur le parti à prendre, sont les causes de la prise de cette place. Si elle avoit eu cinq à six cens hommes de plus de garnison, elle auroit résisté aux forces angloises [en 1778]³⁸. »
- 20 La critique des idées de Le Brasseur devient plus dure à propos du projet d'assiéger Bombay (ou même Madras) sans l'assistance d'un « point d'appui » indien puissant, c'est-à-dire de Pondichéry : « Partir de l'Ile-de-France pour attaquer Bombay qui est le point de réunion des forces de mer des Anglois, c'est imaginer des projets impraticables ; car c'est avec raison que tous les hommes sensés qui connoissent l'Inde diront toujours, qu'avant de faire une grande opération dans l'Inde, il convient d'y avoir un point d'appui, où l'on puisse débarquer, déposer les munitions et établir des hôpitaux ; un point d'appui maritime qui serve de point de ralliement, qui entretienne des liaisons avec les Princes Indiens et les gens du pays, soit pour obtenir des secours de ceux là, soit pour les engager à la neutralité, soit pour obtenir des vivres [...], soit pour enrôler des Cipayes³⁹. » Mais il y a pire : « Si nous évacuons Pondichéry, [les Princes indiens] penseront que nous abandonnons l'Inde aux Anglois, et que nous y avons été forcés par

une convention à laquelle la puissance de nos rivaux nous a obligés de nous soumettre : d'où il résulte une flétrissure pour le nom françois dans toute l'Asie⁴⁰. »

- 21 En conclusion, pour l'auteur anonyme, non seulement il faut renforcer la ville de Pondichéry pour la mettre à l'abri de l'ennemi, mais aussi pour affermir l'autorité française en Inde, où des possessions territoriales sont absolument nécessaires (bien que moins étendues par rapport à celles de la *East India Company*). Les succès commerciaux sont liés, donc, à une certaine extension territoriale : « Il [Le Brasseur] veut que nous renoncions à l'ambition de conserver dans l'Inde de grandes possessions territoriales, et que nous nous en tenions aux avantages que nos conquêtes pourroient nous procurer du commerce de ce pays. Nous lui répondrons que ces mêmes avantages du commerce dépendent de nos possessions territoriales, et que d'ailleurs sans elles, toutes les stipulations que nous pourrions faire avec les Princes Indiens, n'auront aucune base solide et certaine. Le fameux Dupleix [...] a toujours soutenu que le commerce de l'Inde ne pouvoit se faire avec avantage, et se soutenir que par le moyen des possessions territoriales. Les Anglois sont un exemple frappant des avantages qu'on en retire. Sans adopter un projet aussi vaste que celui qu'ils ont mis à exécution ; nous devrions, ce me semble, si nous étions un jour favorisés de la fortune dans nos entreprises hostiles, conserver la partie de nos conquêtes qui seront le plus à notre convenance⁴¹. »

- 22 La régression de Pondichéry en un simple établissement, donc, n'est pas un choix convaincant pour tout le « public » français. En 1792, par exemple, le comte Bernard Journu-Auber (1745-1815), député du département de la Gironde, lance une violente attaque contre le traité signé en 1783 par Louis XVI⁴² et tente de convaincre l'Assemblée nationale de ne pas continuer la politique d'abandon de Pondichéry : « Après un telle ignominie, il ne manquoit, pour combler notre honte, que d'abandonner en pleine paix la seule place fortifiée que nous eussions en Asie, Pondichéry, le centre de tous nos établissemens du continent [...] qui, certainement, avec le double avantage de la liberté civile, et de la liberté de commerce, va devenir un entrepôt florissant. La postérité ne pourra pas croire, et nous ne croirions pas nous-mêmes aujourd'hui si le fait n'étoit aussi récent, que, par l'effet de la plus fausse combinaison, le ministère français [...] ait fait retirer la garnison de Pondichéry, pour laisser cette place importante sous la garde de 400 Sympas [...]. L'Asie, indignée de notre foiblesse, ne nous vit plus qu'avec mépris ; l'Europe ne pouvant pas croire à notre ignorance, y vit l'effet de la trahison, sinon du ministre, au moins de ses coopérateurs : et peut-on douter, quand on voit que cette détermination, concertée, dit-on, dans les vues d'éviter une modique dépense, est adoptée [...] dans le moment où notre généreux allié, le plus belliqueux prince d'Asie, Typoo-Saib [Tipu Sahib], peut, au premier moment où l'on nous susciteroit une guerre injuste, faire inonder en notre faveur le Carnate, avec ses forces redoutables ?⁴³ »

- 23 Mais les guerres de la Révolution, finalement, touchent l'Inde aussi, et Pondichéry est à nouveau conquise par les Anglais, malgré les « forces redoutables » dont dispose Tipu Sahib, qui n'intervient pas⁴⁴. En 1794, Pierre-Louis Moline (1740 ?-1820), un bibliographe du Comité d'Instruction publique, souligne que grâce aux succès obtenus par les victorieuses campagnes européennes la France peut tenter une revanche contre les Anglais dans les Indes Orientales. L'objectif doit être d'un côté de restituer la liberté aux royaumes soumis par le « tyran » anglais et, de l'autre, de défendre les « propriétés sacrées » dont la France jouissait en Inde : « La révolution républicaine, fixant l'admiration des siècles à venir, rendra bientôt, dans tous les Empires du monde, la

liberté universelle. Ami de ma patrie et de ses glorieux succès [...], je me bornerai seulement à représenter à la Nation française un exposé concis des indemnités qu'elle est en droit d'exiger des ambitieux et féroces Anglais, et à lui restituer les propriétés sacrées dans l'Inde, qu'ils avoient eu l'audace de lui usurper⁴⁵. »

- 24 France et Angleterre basent leur présence dans le sous-continent – selon Moline – l'une sur le droit (la concession volontaire du souverain indien), l'autre sur la force et la violence, et la différence morale entre les deux nations est, de ce point de vue, très évidente : « L'établissement des Français sur la côte Coromandel se forma [...] sous le nom d'une compagnie, en 1665 ; mais ils n'en furent redevables qu'à la concession gracieuse et volontaire du prince souverain, qui voulut bien en disposer en leur faveur ; titre bien différent de celui auquel plusieurs puissances de l'Europe, surtout les Anglais, occupent aujourd'hui les places et le comptoirs qu'ils ont dans l'Inde, puisqu'ils ne s'en sont emparés que par la violence, la destruction, l'expulsion, les meurtres, l'incendie et la force des armes, ainsi que leurs propres histoires nous l'ont appris⁴⁶. »
- 25 Dans l'Inde, les Anglais, « dévorés d'ambition », ont soumis tant les Indiens que les Français, et cette étonnante vérité, une fois bien comprise par tous, donnera lieu à une alliance inédite : « Les Anglais, depuis long-tems dominateurs sur les mers, sans cesse dévorés d'ambition, d'orgueil, de jalousie et de rapacité, ont trouvé le moyen d'envahir une immense partie des terres du Bengale ; et les Français, leurs voisins et leurs rivaux dans ces contrées, étant presque toujours en guerre avec eux [...] ont vu toutes leurs propriétés dans l'Inde devenir proie de ces féroces cannibales. On sait que de tout tems la politique des Anglais [...] a employé toutes sortes de ruses, et mis en œuvre tous les moyens possibles pour avilir la nation française [...] par les plus noires calomnies ; mais ces peuples hospitaliers n'en ont point été abusés ; ils ont toujours conservé leur estime pour les Français, et ils n'attendent que le moment de pouvoir se délivrer de la domination britannique⁴⁷. »
- 26 Parmi les princes indiens qui ont l'estime des Français, Moline considère que Tipu Sahib est le seul vraiment fidèle et suffisamment puissant pour aider la France révolutionnaire dans son œuvre de « libération » : « Il est donc [...] du plus grand intérêt pour la République française de consolider son alliance avec Tippou-Saïb. Ce conquérant intrépide, et si renommé dans l'Inde, a toujours sur pied une armée composée de plus de quatre-vingt mille hommes de cavalerie, et de plus de deux cent mille hommes d'infanterie. Personne n'ignore les victoires signalées qu'il a remportées sur les Anglais pendant les dernières guerres, tant sur la côte de Coromandel que dans son pays. La nation française, fière de son alliance avec ce prince belliqueux, redoublera sans doute aujourd'hui d'efforts et de zèle pour resserrer les nœuds d'amitié et de concorde qui l'attachent à lui. C'est par cette heureuse réunion qu'elle pourra sans crainte rivaliser et abattre dans l'Inde la domination insolente des Anglais, qui prétendent asservir toujours les habitants de cette partie du Monde⁴⁸. » L'exemple de l'Inde et de Tipu Sahib, si l'on en croit Moline, sera contagieux pour toute l'Asie du sud, car les Indiens « ne sont pas les seuls qui votent pour le nouveau rétablissement des Français dans l'Inde. Les Siamois et les Cochinchinois ont souvent manifesté leur vœu à cet égard ; ils ont toujours désiré de former et d'entretenir une branche de commerce avec les Français [...], mais les vices de l'ancien gouvernement, sous un ministère corrompu, et la jalousie jointe à la rapacité des négocians anglais, y ont toujours porté obstacle⁴⁹. »

- 27 Il serait donc facile, pour ceux qui s'occupent du monde colonial et du scénario de l'océan Indien, d'attribuer l'échec français à « l'avidité » puissance anglaise, jalouse du succès commercial de l'ancienne Compagnie française⁵⁰. Toutefois, pendant la période « révolutionnaire », on commence de plus en plus à condamner la mauvaise politique de Louis XV et de Louis XVI, dont les choix sont considérés comme étant responsables de la perte d'influence politique, militaire et économique de la France en Inde.
- 28 En 1796, Antoine-Étienne-Nicolas Fantin Desodoards (1738-1820), ancien Vicaire général d'Embrun qui – en 1789 – a adopté les principes de la Révolution et a renoncé à l'état ecclésiastique, dans son essai sur les *Révolutions de l'Inde au XVIII^e siècle*, écrit qu'il faut attribuer « les mauvais succès dont les entreprises de Dupleix furent suivies dans le Carnate [...] à l'égoïsme des ministres qui dirigeaient le Cabinet de Versailles et n'envoyèrent ni les renforts, ni les secours qu'exigeaient les circonstances [...]. Sans la profonde insouciance et la versatilité funeste de la cour de Louis XV, il eût érigé dans les Indes, en faveur des Français, ce colosse dont les Anglais, plus habiles, s'emparèrent par la suite⁵¹. »
- 29 Voilà le début du mythe de l'*épopée glorieuse* du milieu du XVIII^e siècle et de Joseph-François Dupleix (1697-1763), le gouverneur de la *Compagnie des Indes* célèbre pour sa tentative d'expansion en Inde et pour le long conflit contre les Anglais (1746-1754). Dupleix a inauguré la politique du nababisme (*nabobism*, en Anglais), c'est-à-dire une ingérence des Européens dans les affaires politiques et financières indiennes. Habileté et fortune ont permis à Dupleix d'installer sur les trônes du Deccan des princes liés à la France : dans ce cadre, on a atteint, d'un côté, une supériorité militaire des Français sur les Anglais, bien évidente entre 1746 et 1750, et de l'autre, un bref contrôle indirect sur vastes régions de l'Inde du sud⁵². Toutefois la politique de Dupleix n'a jamais eu le plein appui de son gouvernement et de la Compagnie : en 1754, accusé des échecs dans les dernières campagnes militaires, il a été remplacé et obligé de rentrer à Paris⁵³.
- 30 Le célèbre orientaliste français Abraham-Hyacinthe Anquetil-Duperron (1731-1805)⁵⁴ a été lui aussi un admirateur de Dupleix, vu comme l'antagoniste idéal des Anglais aux Indes Orientales : après lui – il écrit en 1788 – « [le] commerce a en quelque sorte cessé⁵⁵. » Parti comme volontaire pour Pondichéry au moment où Dupleix a été rappelé en France (1754)⁵⁶, il a toutefois vu personnellement que le prestige du gouverneur – tant chez les Indiens que chez les Européens – a survécu à sa disgrâce. Dupleix, incompris dans son dessein de conquête, a été abandonné par le gouvernement monarchique français, incompetent à propos des affaires d'Asie et incapable de s'opposer aux requêtes des Anglais, qui craignaient justement un homme extraordinairement dangereux pour leurs intérêts : « Les Anglois, effrayés de l'ascendant de M. Du Pleix, le présentoient partout, pour le rendre odieux, comme le seul auteur des querelles qui divisoient les deux Nations. Les Directeurs, c'est à dire, des Marchands, décident le rappel du Gouverneur de Pondichéry, & l'obtiennent du Ministère, dans un tems, où c'étoit le seul homme, s'il n'y avoit pas été, à envoyer dans le pays⁵⁷. »
- 31 « De ce moment l'Inde ne nous offre plus que des revers » – écrit Duperron⁵⁸ – quand « sous M. Du Pleix, les Anglois touchoient au moment d'une destruction totale. Et nous, après des expéditions brillantes, des acquisitions considérables, à peine nous reste [...] un pouce de terrain dans le Continent ! Voilà donc le résultat de 30 ans de dépenses énormes, de risques & de périls⁵⁹. »
- 32 La fin de l'Ancien Régime, dont il critique la politique indienne et aussi la censure sur la presse qui a touché ses écrits orientalistes⁶⁰, donne à Duperron l'espoir que le nouveau

gouvernement républicain ne commettra pas les mêmes erreurs que la Monarchie. En 1798, il est toujours convaincu de l'importance économique et stratégique de l'Inde pour la France et, même si l'Angleterre a désormais soumis la plupart des provinces indiennes, l'exemple du *patriotisme* de Dupleix et du comte de La Bourdonnais⁶¹ doit inspirer une nouvelle époque dans les relations franco-indiennes : « Ombres magnanimes [de Dupleix et de La Bourdonnais], du séjour paisible que vous habitez, daignez jeter un regard sur les beaux climats de l'Asie, encore remplis de la grandeur de votre nom. L'audacieuse Albion a usurpé, dans ces contrées, le trident des mers, le sceptre de l'Indoustan. Cruelle et perfide, elle rend avec usure à la France, sa rivale, l'état d'humiliation où l'avoient réduite vos exploits militaires, vos opérations politiques. Soufflez dans l'âme de vos neveux ce feu, cette ardeur nationale ; inspirez-leur les sentimens sublimes de patriotisme, qui vous mirent si fort au-dessus de votre siècle : que le Français voie dans ce que vous avez fait, ce qu'il peut, ce qu'il doit faire⁶². »

- 33 Cette revanche française souhaitée par Duperron doit être respectueuse des Indiens et moins violente par rapport soit à l'ancienne politique de Dupleix, soit à celle menée par les Anglais : « Jamais l'Europe ne conservera dans l'Inde des possessions très vastes simplement par la force des armes. Le seul moyen de réussir dans cette contrée est de s'y présenter comme nation amie, utile à ceux dont on recherche l'alliance⁶³. » L'alliance avec les Indiens, en effet, est nécessaire pour concurrencer les Anglais dans le commerce : « On fera le négoce dans toute l'étendue que comportent le pays même et les autres contrées avec lesquelles il est en rapport ; commerce fondé sur des principes austères d'équité, ayant toujours égard, dans les discussions, aux lois du pays ; commerce d'ailleurs protégé par des forces suffisantes de terre et de mer mais, contre les puissances indiennes, de simple défense, quelques liaisons que l'on ait formées avec les princes du pays⁶⁴. » La « justice » et le respect pour les religions et pour les coutumes locales seront le fondement de cette nouvelle alliance franco-indienne : « La justice demande qu'on ne touche ni à la religion, ni aux lois, ni aux usages de l'Inde : seulement quand une coutume est directement contraire à la nature, à l'humanité, il convient d'employer les voies de douceur, la persuasion pour la faire tomber en désuétude⁶⁵. »

Le mythe 'impérial' de Dupleix

- 34 Le Consulat et l'Empire ne sont pas non plus étrangers au mythe de Dupleix. En 1801, par exemple, le comte de Grandpré (1761-1846) emploie des termes similaires à ceux de Duperron – « le génie de Dupleix rendit vains tous les efforts de ses ennemis sur Pondichéry ; depuis ce moment le pouvoir de la France n'a cessé d'y décroître⁶⁶ » – pour chanter les louanges du héros de Pondichéry et pour critiquer la politique indienne de la monarchie française : « Les vastes projets de Dupleix devaient les conduire [les Français] à la gloire et à la fortune. On les a méprisés. L'ignorance et l'entêtement de ceux qui dirigeaient à la cour les affaires de l'Inde, ont induit le monarque en erreur. La prospérité de la France en Asie était un objet si indifférent à Versailles, qu'on n'appela pas même des gens qui connussent nos possessions lorsqu'on rédigea le traité de paix de 1783. La preuve est claire. Ce traité contient à l'égard de l'Inde exactement les mêmes conditions et presque les mêmes termes que celui de la [malheureuse] paix précédente⁶⁷. »

- 35 Toujours en 1801, l'historien Joseph-François Michaud (1767-1839), au moment où il essaye de se rapprocher au Premier Consul⁶⁸, écrit une *Histoire des progrès et de la chute de l'empire de Mysore*⁶⁹ qui lie ensemble les événements de la fin de l'épopée glorieuse de la France et du début de la puissance britannique en Inde.
- 36 C'est pendant la « révolution des États-Unis » que « l'océan Indien devint le théâtre des combats les plus sanglants. Si les Français eussent conservé dans l'Inde leur ancien ascendant, ils auroient profité de la ligue formée contre les possessions anglaises ; mais les beaux jours du gouvernement Dupleix n'étoient plus : les Français étoient presque réduits dans l'Inde à la qualité de facteurs ou de marchands. Spectateurs timides des divisions de l'Indostan, ils n'avoient plus aucun avantage à mettre dans la balance contre leurs ennemis [...]. Les Anglais n'avoient plus de rivaux européens dans l'Indostan, et Hyder-Aly perdoit un allié [la France], à l'aide duquel il espéroit un jour chasser les Anglais du territoire indien⁷⁰. » À la fin du XVIII^e siècle, donc, « les Anglais, par leur adroite politique, achevèrent [...] de détruire l'influence des Français dans l'Indostan ; et neutralisant les alliés de la France, ils retrouvèrent dans l'Inde les avantages qu'ils venoient de perdre en Amérique⁷¹. »
- 37 Mélancolie et résignation caractérisent les conclusions de Michaud : « Que de regrets doit nous laisser le double spectacle de la prospérité de nos rivaux et de la décadence de nos affaires dans les Indes orientales, lorsqu'on se rappelle qu'il y a moins d'un siècle [sic], la puissance française, sous les Dupleix, les La Bourdonnais et les Bussy, éclipsait déjà, et menaçait même la puissance britannique dans la presqu'île de l'Inde⁷² ! »
- 38 Du côté des relations franco-anglaises, les effets de la rupture de la fragile paix d'Amiens commencent bientôt à influencer tant la littérature que la recherche historique et, souvent, les propos de Michaud semblent à une partie du « public » trop modérés par rapport à la réelle politique des Anglais et à leur « cruauté mercantile. » En 1803, par exemple, dans les notes du prétendu Monsieur de Basselin au *Tableau religieux et politique de l'Indostan*⁷³, on peut voir « combien le gouvernement anglais a employé d'astuce dans sa conduite dans l'Inde, et combien la Compagnie y a mis une cruauté mercantile. On trouvera encore les moyens de lui arracher cette usurpation. Ah ! Puisque le malheur de la guerre vient fondre encore sur notre patrie, et malgré notre gouvernement, profitons-en donc une fois pour rendre des peuples à leur véritable souverain, et à notre commerce des comptoirs qui nous assurent une suprématie importante [...]. Nous pensons que cet Ouvrage ouvrira les yeux de bien de gens qui croient encore à leur humanité. L'Auteur parle aussi des derniers évènements de Misore [le traité de Seringapatam, 8 juillet 1799], mais d'une manière un peu différente de M. Michaud, qui semble excuser ou justifier les Anglais⁷⁴. » Au contraire, conclut l'auteur, « nous ne pensons nullement comme le citoyen Michaud sur les conditions imposées par l'Angleterre [aux successeurs de Tipu Sahib, mort au combat en 1799] ; elles sont cruelles, mais même elles sont absurdes par l'excès de leur barbarie⁷⁵. »
- 39 La violence et la cruauté des Anglais envers les Indiens (qui toutefois ne semblent pas se résigner au joug étranger), combinées avec les possessions françaises de l'Égypte⁷⁶ et des Mascareignes, permettent, donc, à une partie des élites intéressées au destin du domaine colonial français en Asie de continuer à croire à une possible revanche anti-anglaise en Inde.
- 40 En 1801, Charles-Stanislas Lefebvre, officier du général Decaen et neveu de l'évêque d'Adran Pierre Pigneau de Béhaine⁷⁷, sûr que l'expédition d'Égypte « occupera sans

doute le premier rang dans l'histoire des succès de la République⁷⁸ » et que le *Conquérant d'Italie* n'aurait jamais arrêté sa marche triomphale vers l'Inde « s'il eut eu le tems de mettre à exécution ses superbes projets et si le bonheur de sa patrie ne l'eut appelé à des plus hautes nécessités⁷⁹ », écrit ses considérations à propos d'une revanche française dans le sous-continent après les « traités disgracieux⁸⁰ » signés par la Monarchie (en suscitant les attentions des autorités anglaises⁸¹). Ce mémoire nous offre un intéressant point de vue sur la situation géopolitique de l'Inde au début du XIX^e siècle, élaboré par un soldat bien expérimenté dans le monde asiatique et qui aura une belle carrière dans le monde militaire français.

- 41 Même s'il est évident, écrit Lefebvre, que « du jour que la puissance du Sultan de Maysor [Tipu Sahib] a été abattue, il n'existe plus dans l'Inde que deux puissances réelles qui peuvent prétendre à quelque influence sur la balance politique dans cette partie du monde, [...] les Marattes et les Anglais⁸² », le pouvoir anglais dans le sous-continent est plutôt fondé sur la crainte que sur la puissance militaire : « On a voulu persuader au Public que les Anglais n'ont rien à craindre des naturels du Pays, trop timides et trop faibles pour attaquer leur vainqueur, et qu'ils peuvent compter sur une possession permanente des domaines qu'ils ont envahis. Cependant il est aisé de penser que ces opinions sont très fausses et que l'Empire Britannique dans l'Inde est plutôt fondé sur la crainte que sur la force. On n'a aucune raison pour croire que l'Indostan eut jamais manqué de peuples courageux, il est certain que plusieurs puissances de ce pays ont des grandes armées de cavalerie et de l'infanterie bien disciplinée ; [...] il n'y a peut-être aucun peuple du monde qui montre dans les souffrances autant de courage et d'intrépidité que les Indiens⁸³. »
- 42 Pour Lefebvre, donc, il est évident à tous ceux qui connaissent l'Inde que les Marathes et d'autres « naturels du Pays détestent un gouvernement oppressif qui les accable [...] tous les jours⁸⁴. » Toutefois, il est également évident que « la Compagnie [anglaise] pour la défense de ses vastes domaines a sur pied l'armée la plus formidable et sans aucun doute la mieux disciplinée qu'a jamais eu l'Asie⁸⁵ » ; pour cette raison la France, pour tenter de chasser les Anglais de l'Inde et pour réussir à y retrouver un rôle important, au moins du point de vue commercial, ne doit pas combattre ses ennemis en Europe seulement, mais au contraire elle doit se souvenir que « c'est en Asie qu'il faut conquérir l'Asie⁸⁶. »
- 43 Comme les Anglais sont trop puissants sur la mer et ont rendu l'océan Atlantique totalement impraticable pour la flotte de la République, Lefebvre élabore un projet qui, ayant pour nœud central l'Égypte, vise à faire passer l'armée française par voie de terre jusqu'à l'Inde du nord. Et bien si « depuis quelques années, des gens [...] ne cessent de dire, et la multitude de répéter, que le projet de faire passer une armée par terre d'Égypte dans l'Inde est une chimère et une des entreprises fabuleuses dont l'exécution est impossible⁸⁷ », l'exemple des grands conquérants du passé – Gengis Khan, Tamerlan, les Moghols, etc. – témoigne que cette entreprise est réalisable, en particulier aux ordres d'un grand général tel que Napoléon, qui la désire depuis longtemps⁸⁸.
- 44 Pour Lefebvre, donc, Napoléon est, en quelque sorte, le véritable héritier de Dupleix, et « c'est à l'Armée de l'est, si justement dénommée, qu'est réservée la gloire de rétablir dans l'Indostan l'honneur des armes françaises et de réaliser les vastes et nobles projets qu'avait conçu Dupleix pour l'agrandissement de sa Nation [...] ; ce grand homme fut arrêté au milieu de sa carrière et rappelé dans sa patrie où une Compagnie de

marchands, qu'il avait si bien servi pendant 30 ans, le laissa mourir dans une médiocrité qui approchait l'indigence⁸⁹. »

- 45 Lefebvre, qui estime à sept mois la durée de la marche de « l'Armée de l'est » – 20.000 hommes environ – d'Alexandrie jusqu'à Delhi à travers la Perse⁹⁰, souligne l'impossibilité pour une flotte anglaise, qui certainement sera envoyée pour soutenir les troupes de l'*East India Company*, d'être aussi rapide⁹¹.
- 46 Pour exclure définitivement du jeu les Anglais – tout en considérant que, tôt ou tard, la *Royal Navy* arrivera en Inde par la route du Cap de Bonne Espérance –, Lefebvre conclut qu'« il faudrait leur porter par l'Orient un coup tout aussi imprévu et peut-être plus difficile à parer, si les mesures étaient bien prises⁹². » Il s'agit de convaincre l'Espagne à « servir la cause commune » et « à se prêter à des mesures qui [...] auraient l'avantage de faire sortir ses Colonies [d'Amérique] de l'état de langueur et de stagnation qui les mène de jour en jour⁹³ », et à faire passer, donc, une escadre franco-espagnole « capable de transporter environ 12 000 hommes de débarquement⁹⁴ » dans l'océan Indien suivant la route du Galion, en évitant ainsi le passage du Cap de Bonne Espérance, très surveillé par les Anglais⁹⁵ : « De cette manière la République dont toutes les opérations durant cette guerre ont été calculées sur une échelle immense pourrait en moins de six mois faire passer en Asie des forces qui par la route qu'elles tiendraient prendraient le nom de l'Armée de l'Ouest⁹⁶. »
- 47 Une fois vaincue la faible résistance des comptoirs hollandais dans l'archipel d'Indonésie, la flotte « dirigerait sa course vers Trinquemallé dans l'Isle de Ceylan qui en raison de la bonté de son port est un des points les plus importants de l'Inde et commande en quelque sorte toute la navigation au Golfe de Bengale [...]. C'est dans la belle Isle de Ceylan que l'Armée de l'ouest établirait son quartier général en s'y fortifiant d'une manière inattaquable ; c'est de là qu'elle serait en mesure de coopérer avec l'Armée de l'est en faisant s'il était nécessaire une diversion sur la Côte Coromandel⁹⁷. »
- 48 Suivant un plan si audacieux, malgré « l'infériorité marquée de notre Marine⁹⁸ », la France pourrait porter – selon Lefebvre – un coup fatal à la puissance anglaise, tant en Inde du point de vue des trafics marchands, que du côté de la politique européenne, car pour l'Angleterre une menace portée à « ses possessions d'Asie, menace en même temps son système politique comme puissance européenne⁹⁹ », en déterminant inévitablement une grave crise politique¹⁰⁰.
- 49 En conclusion de son mémoire, Lefebvre souligne la grande différence existant entre « l'avidité » colonisation anglaise et le modèle d'expansion outre-mer de la France issue de la Révolution. La première est marquée par l'ambition, l'orgueil, la jalousie et la rapacité ; le deuxième est plus aimable et surtout plus généreux, et traite les hommes comme ils doivent l'être, avec modération et justice, sans oublier ni les droits des nations marchandes d'Europe et de l'empire moghol, ni surtout « le bonheur futur de l'Asie » : « On peut conclure de tout ceci que la souveraineté usurpée par l'Angleterre en Asie doit lui être ravie incessamment. Les François tant qu'ils posséderont l'Égypte seront toujours en mesure [...] de faire tourner à leur avantage et au profit de toute l'Europe cette conquête importante, en faisant évanouir ces vaines prétentions à l'Empire de l'Océan et en établissant à jamais la liberté indéfinie des mers [...]. La France portant partout son génie entreprenant peut servir la cause de toutes les Nations en rendant à l'Empire Mogol son ancien lustre en admettant dans les ports tous les pavillons commerçants sans exception ; enfin en mettant à l'avenir l'Indostan à l'abri

de toute invasion étrangère, elle aura la gloire d'assurer le bonheur futur de l'Asie, de fixer sa politique et d'ouvrir à l'Europe des sources inépuisables d'opulence et de prospérité. Epoque digne d'occuper le premier rang dans les Annales du dix-neuvième siècle¹⁰¹. »

- 50 D'un autre côté, tout en admettant une hypothétique volonté de Napoléon de s'engager en Inde¹⁰², les difficultés croissantes de la France dans les colonies après la rupture de la paix d'Amiens poussent les projets comme celui conçu par Lefebvre de plus en plus dans le domaine des rêves. On peut lire, donc, un « crescendo » de commentaires très pessimistes pour le destin de la France aux Indes Orientales, qui touchent tant le problème de la supériorité désormais acquise par les Anglais dans ce scénario – comme l'écrit, par exemple, le missionnaire Jean-Charles Perrin¹⁰³ –, que celui de la difficulté de trouver des alliances sûres dans le sous-continent ou dans les pays circonvoisins. À ce propos, l'opinion de Camille Alphonse Trézel (1780-1860)¹⁰⁴ sur une alliance franco-persane contre la puissance anglaise en Asie est exemplaire : « La difficulté, dans ce pays, n'est pas de réunir une armée de 50 000 hommes, mais de l'organiser d'une manière régulière et surtout de la nourrir dans un pays dépeuplé, où le gouvernement n'est pas dans l'usage de former des magasins [...]. Le système militaire de la Perse ne paraît guère favorable aux expéditions de longue haleine. Les guerres ne sont, dans ce pays, que de grandes invasions ou une suite d'escarmouches qui durent trois ou quatre mois chaque année. Après l'automne, les trois quarts de l'armée se débandent et le roi rentre dans sa capitale [...]. La coopération simultanée des troupes persanes, pour une expédition française dans l'Inde, serait probablement plus nuisible qu'utile [...]. Il vaudrait mieux ne prendre avec soi que 15 000 à 20 000 auxiliaires d'élite dont on aurait la direction exclusive, et que le reste occupât alors le Kandahar pour assurer les derrières de l'armée jusqu'à l'Indus¹⁰⁵. »
- 51 Pour Alexandre Legoux de Flaix aussi, qui ne cache pas son estime tant pour Dupleix que pour l'Empereur, les Anglais sont désormais devenus trop puissants en Inde, et le seul moyen pour la France d'y retrouver une certaine influence est celui de se vouer à un commerce aussi pacifique que possible, ayant l'objectif circonscrit de concurrencer les rivaux anglais seulement sur le plan des trafics marchands.
- 52 Legoux de Flaix, « *Ancien Officier du Génie, de la Société Asiatique de Calcutta [Calcutta] et de plusieurs autres Sociétés Littéraires et savantes* » et agent de Pondichéry à la cour de Haider Ali Khan en 1773¹⁰⁶, connaît bien la situation politique de l'Inde, où il a séjourné jusqu'en 1788, et a été témoin direct tant de la puissance de Pondichéry sous Dupleix, que de la tentative de reconstruire la ville – et l'honneur français – après 1763¹⁰⁷. En 1807, dans son *Tableau du commerce de l'Inde*, il souligne la sagesse des administrateurs qui dans le passé ont préféré le développement commercial aux Indes Orientales aux dépens de la conquête¹⁰⁸, mais aussi celle de l'Empereur qui, à son avis, n'a jamais oublié l'importance de mettre des bornes à l'influence commerciale anglaise dans cette région : « La sagesse du gouvernement nous fait croire qu'il ne tardera pas à mettre un terme aux prétentions toujours croissantes d'une nation [l'Angleterre] rivale [...] et tournera ses vues spécialement sur la nature de ses liaisons de commerce dans l'Indoustan, et sur les moyens de rendre à la nation et aux citoyens français la considération dont ils ont joui dans ce pays avant la désastreuse guerre de sept ans¹⁰⁹. »
- 53 En effet, selon Legoux de Flaix, si un commerce rentable doit être le but d'un gouvernement avisé, en Inde la balance commerciale toute en faveur des Indiens oblige de posséder des territoires pour en tirer des revenus ; et pour cette raison, après la

défaite française, l'Angleterre est « la seule puissance qui puisse faire pencher la balance en sa faveur, puisqu'elle seule a des revenus immenses dans l'Inde, et [...] ces revenus, non seulement font face aux frais d'administration, à la solde des marchandises exportées de l'Indoustan, et aux besoins de ses colonies de Bancoul, Botani-Bay, Gombron et Ormus, mais encore alimentent le commerce que cette puissance fait avec la Chine¹¹⁰. » Les erreurs et la faiblesse des gouvernements monarchiques ont causé, donc, la crise politique et commerciale de la puissance française aux Indes orientales que l'Empire doit maintenant, pour faire honneur au souvenir de Dupleix, chercher à résoudre : « Un système politique mauvais en lui-même, désastreux par ses effets, suite inévitable de la vicissitude, de la légèreté et de l'incohérence des projets du gouvernement [monarchique], toujours influencé par des suggestions étrangères et perfides, a fait perdre rapidement à la France les riches pays que Dupleix lui avait acquis, renversé ses établissements, et enfin ruiné sa Compagnie et son commerce. Ces provinces, devenues propriété de l'Angleterre, l'ont mise à portée d'accroître, en quelques années, sa puissance¹¹¹. »

- 54 Sous l'Empire, l'idée qu'une quelconque revanche française en Inde soit nécessaire pour assurer le succès du commerce colonial français se diffuse de plus en plus auprès d'une partie significative des élites et des intellectuels ; on comprend, donc, la (trop) grande importance qu'on donne aux événements du milieu du XVIII^e siècle et à la figure de Dupleix (un vrai mythe qui ne termine nullement avec la fin de l'empire napoléonien¹¹²).
- 55 En 1814, par exemple, Collin de Bar, ancien magistrat de la Cour supérieure de Pondichéry, souligne que Dupleix « saisit la première occasion qui se présenta pour étendre les possessions françaises, et pour jouer, à six mille lieues de sa patrie, le grand rôle que son ambition lui faisoit regarder comme digne de lui et de la nation qu'il représentoit¹¹³. » Malheureusement pour les Français, l'Angleterre profite d'un homme qui a eu beaucoup plus de chance que Dupleix. Le « célèbre » Robert Clive, en effet, connaît ses premières victoires dans le Carnatic à l'époque de Dupleix : « Tels furent les premiers exploits de cet homme si célèbre dans l'Indostan, et à qui la puissance anglaise est redevable de la conservation et de l'agrandissement rapide de ses possessions dans cette partie de l'Asie¹¹⁴. »
- 56 Les victoires de Clive et les complots du gouvernement anglais provoquent la chute des desseins de Dupleix et la fin de l'influence française en Inde : « La France rappeloit Dupleix comme ennemi de la paix, comme l'auteur de l'incendie allumé dans l'Inde ; elle abandonnoit un gouverneur qui lui promettoit l'empire le plus fertile et le plus opulent de l'univers ; en un mot, la France sacrifioit Dupleix au ressentiment et aux terreurs de l'Angleterre¹¹⁵. » Et selon Collin de Bar, les jeux se terminent définitivement déjà après la guerre de Sept Ans : « À la paix de 1763, paix la plus honteuse qu'eut signée la France depuis le traité de Bretigny [1360], la compagnie anglaise se trouva en possession de l'empire du commerce en Arabie et dans le golfe Persique ; elle domina exclusivement sur les côtes de Malabar et de Coromandel, et dans le Bengale¹¹⁶. »

C'est en Asie qu'il faut conquérir l'Asie !

- 57 Pour conclure, quelle est, donc, la réaction des élites de l'époque « révolutionnaire » à la politique française en Inde ? Premièrement, on peut certainement constater que les gouvernements français sont accusés, en général, d'avoir abandonné *de facto* tous les

établissements dans l'océan Indien à leur destin (malgré les insistances et les tentatives de quelques anciens protagonistes des luttes franco-anglo-indiennes et la présence controversée en Inde de prétendus aventuriers) : après les traités de 1763 et de 1783 – deux véritables *turning-points* pour la présence française dans cette zone géopolitique – tout espoir de retrouver un certain prestige en Asie doit désormais se fonder, aux yeux d'une grande partie du « public » français, d'un côté sur un renouvellement total des relations commerciales euro-indiennes, et de l'autre sur une nouvelle expansion politique et commerciale dans l'Indochine (il faut penser, par exemple, à Pigneau de Béhaine qui, après avoir séjourné longtemps à Pondichéry, a joué un rôle important, dans les années 1780-1790, pour le début de la pénétration française en Annam)¹¹⁷.

- 58 Parallèlement se pose à l'attention générale la question du périmètre naturel de cette nouvelle (ou, peut-être, espérée) expansion économique française d'outre-mer : ce colonialisme issu des Lumières et de la Révolution ne doit pas être simplement conquérant, mais il doit se modeler sur et s'adapter aux mœurs et coutumes des peuples indigènes. Par rapport à « l'avidité » anglaise, donc, on doit imposer un modèle de civilisation française « mondiale », qui apportera certes des bénéfices à la France, mais aussi aux autres *Nations marchandes* d'Europe et aux royaumes d'Asie. La France, donc, doit rechercher, pour tenter de se rétablir en Inde, le juste milieu entre commerce et conquêtes : néanmoins, ce principe est matière à controverse, car très souvent la métropole et les officiers opérants (ou ayant opéré) dans les colonies sont en désaccord à propos de la dimension convenable des possessions territoriales nécessaires au commerce.
- 59 Parmi les élites qui s'intéressent au domaine colonial, on relève aussi, finalement, que la politique française en Inde n'a pas changé dans ses principes essentiels depuis le temps où Dupleix était gouverneur de Pondichéry : elle a été toujours subordonnée aux intérêts liés au scénario européen et, donc, à Paris : les établissements en Inde et dans l'océan Indien (et aussi les alliances avec les princes indiens) deviennent importants seulement au moment où éclate une nouvelle guerre contre l'Angleterre, c'est-à-dire seulement du point de vue militaire et stratégique. Par contre, les Anglais commencent à se rendre compte de l'importance qu'il y a à contrôler – au moins indirectement – les royaumes indiens non seulement pour s'opposer à l'ennemi français, mais plutôt pour en tirer des profits liés aux revenus, suivant l'exemple du nababisme de Dupleix... *C'est en Asie qu'il faut conquérir l'Asie !*

NOTES

1. Pour ce qui concerne le changement des relations politiques euro-indiennes, en général, voir : Michael H. FISHER, « Diplomacy in India, 1526-1858 », dans Huw V. BOWEN, Elizabeth MANCKE, John G. REID (dir.), *Britain's Oceanic Empire. Atlantic and Indian Ocean Worlds, c. 1550-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 249-281 ; K. ROY, « The hybrid military establishment of the East India Company in South Asia : 1750-1849 », *Journal of Global History*, n° 6, 2011, p. 195-218 ; et Jean-Marie LAFONT, « Observations sur la présence militaire française dans les états indiens

(1750-1849) », dans Jacques WEBER (dir.), *Les relations entre la France et l'Inde de 1673 à nos jours*, Paris, Les Indes Savantes, 2002, p. 119-153 (côté militaire).

2. À propos de la politique française en Inde et de la rivalité avec les Britanniques dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, voir : Siba Pada SEN, *The French in India (1763-1815)*, New Delhi, M. Manoharlal, 1971 (éd. or., Calcutta, 1958 ; voir *infra* note 5) ; Sudipta DAS, *Myths and Realities of French Imperialism in India, 1763-1783*, New York, Peter Lang, 1992 ; Gurbir MANSINGH, *French Military Influence in India*, New Delhi, Knowledge World, 2006 ; voir aussi Philippe LE TRÉGUILLY, « Les aventuriers », dans Philippe LE TRÉGUILLY, Monique MORAZÉ (dir.), *L'Inde et la France, deux siècles d'histoire commune (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, CNRS éd., 1995, p. 51-63 ; François-Joseph RUGGIU, « India and the Reshaping of the French Colonial Policy (1759-1789) », *Itinerario*, vol. 35-2 (August 2011), p. 25-43 ; Ian H. MAGEDERA, « Arrested Development : The Shape of French India after the Treaties of 1763 and 1814 », *Interventions*, 12-3 (2010), p. 331-343 ; Marco PLATANIA, « L'originalité de la politique française en Inde, 1750-1783. Grands établissements ou commerce ? », *Bullettin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 34, automne 2011 (<http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article587>) ; et Massimiliano VAGHI, « Alfred Martineau et la 'genèse' du protectorat. Le cas indien (1745-1761) », *French Colonial History*, vol. 14, 2013, p. 71-88.

3. Si on exclut les ouvrages consacrés aux soi-disant aventuriers – voir, parmi les meilleurs, Alfred MARTINEAU, *Le général Perron, généralissime des armées de Scindia et du Grand Mogol (1753-1834)*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931 ; et Maurice BESSON, *Les aventuriers français aux Indes (1775-1820)*, Paris, Payot, 1932 –, on a vraiment très peu d'exceptions, surtout pour ce qui concerne la période « révolutionnaire » : Eugène-Joseph FABRE, *La guerre maritime dans l'Inde sous le Consulat et l'Empire*, Paris, Berger-Levrault, 1883 (extrait de la *Revue maritime et coloniale*) ; Henri-Louis CASTONNET DES FOSSES, *La Révolution et les clubs dans l'Inde française*, Nantes, Forest et Grimaud, 1885 (extrait de la *Revue de la Révolution*) ; Henry DE POYEN, *La guerre aux îles de France et de Bourbon, 1803-1810*, Paris, Imprimerie Nationale, 1896 ; Henri PRENTOUT, *L'île de France sous Decaen*, Paris, Hachette, 1901 ; Marguerite V. LABERNADIE, *La Révolution et les établissements français dans l'Inde, 1790-1793*, Paris, E. Leroux, 1930.

4. Claude FARRÈRE, *L'Inde perdue*, Paris, E. Flammarion éd., 1935, p. 266.

5. Cyril N. PARKINSON, *War in the Eastern Seas, 1793-1815*, London, George Allen & Unwin, 1954 ; et surtout, V. G. HATAKAR, *Relations between the French and the Marathas, 1668-1815*, Bombay, T.V. Chidambaram, 1958 ; et Siba Pada SEN, *The French in India, 1763-1816*, Calcutta, Firma K. L. Mukhopadhyay, 1958.

6. Voir, par exemple : Spencer A. LEONARD, « 'A Theatre of Disputes': The East India Company Election of 1764 as the Founding of British India », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 42/4 (2014), p. 593-624.

7. Jacques WEBER, *Pondichéry et les comptoirs de l'Inde après Dupleix. La démocratie au pays des castes*, Paris, Denoël, 1996, p. 14.

8. Philippe HAUDRÈRE, *La Compagnie française des Indes au XVIII^e siècle*, 2 vol., Paris, Les Indes Savantes, 2005 (première éd., Paris, 1989).

9. Voir, par exemple : Claude WANQUET, *Histoire d'une Révolution. La Réunion (1789-1803)*, 2 vol., Marseille, Laffitte, 1980-1981 ; Claude WANQUET, *La France et la première abolition de l'esclavage (1794-1802). Le cas des colonies orientales. Ile de France (Maurice) et La Réunion*, Paris, Karthala, 1998 ; Edmond MAESTRI (textes réunis par), *Esclavage et abolitions dans l'océan Indien, 1723-1860 : actes du colloque de Saint-Denis de la Réunion, 4-8 décembre 1998*, Paris-Saint Denis de la Réunion, l'Harmattan-Université de la Réunion, 2002.

10. Il faut penser, par exemple, à deux essais devenus désormais des « classiques » : Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies*, Paris, La Découverte, 1988 ; et Yves BENOT, *La démente coloniale sous Napoléon*, Paris, Éd. la Découverte, 1992 ; voir aussi, plus récents : Thierry LENTZ, Pierre BRANDA, *Napoléon, l'esclavage et les colonies*, Paris, Fayard, 2006 ; et Yves BENOT, *Les Lumières*,

l'esclavage, la colonisation, textes réunis et présentés par Marcel Dorigny, Paris, La Découverte, 2005.

11. Claude WANQUET, Benoît JULIEN (textes réunis par), *Révolution française et Océan Indien : prémices, paroxysmes, héritages et déviances. Actes du colloque de Saint-Pierre de la Réunion*, Paris-Saint Denis de la Réunion, l'Harmattan-Université de la Réunion, 1996 ; Jacques WEBER (dir.), *Les relations entre la France et l'Inde de 1673 à nos jours*, op. cit.

12. Jacques WEBER, *Les Établissements français en Inde au XIX^e siècle : 1816-1914*, 5 vol. , Paris, Librairie de l'Inde, 1988 ; Jacques WEBER, *Pondichéry et les comptoirs de l'Inde après Dupleix*, op. cit. ; Michel GAUDART DE SOULANGES, Philippe RANDA, *Les dernières années de l'Inde française*, Coulommiers, Dualpha éd., 2005.

13. Parmi les études les plus représentatives sur la littérature de voyage : Guy DELEURY, *Les Indes florissantes, anthologie des voyageurs français (1750-1820)*, Paris, R. Laffont, 1991 ; et Florence D'SOUZA, *Quand la France découvrit l'Inde. Les écrivains-voyageurs français en Inde (1757-1818)*, Paris, l'Harmattan, 1995.

14. Parmi les ouvrages qui visent à étudier la « construction » de l'image de l'Inde en France et en Europe dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, voir : Christine MAILLARD, *L'Inde vue d'Europe. Histoire d'une rencontre, 1750-1950*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 21-128 ; et Massimiliano VAGHI, *L'idea dell'India nell'Europa moderna (secoli XVII-XX)*, Milano-Udine, Mimesis, 2012, p. 52-111.

15. Sur la « pénétration » des Lumières en Inde, voir : Rita SIL, « Images de la Révolution française dans la colonisation et la décolonisation en Inde », dans Michel VOVELLE (dir.), *L'image de la Révolution française : communications présentées lors du Congrès mondial pour le bicentenaire de la Révolution (Sorbonne, Paris, 6-12 juillet 1989)*, 4 tomes, Oxford-Paris-New York, Pergamon Press, 1989, t. III, p. 1812-1822 ; et Kapil RAJ, « L'orientalisme en Inde au tournant du XIX^e siècle : la réponse du mondialisme britannique à l'universalisme de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, n.320 (2000), p. 89-99 ; et Marie FOURCADE, Ines G. ZUPANOV (dir.), *L'Inde des Lumières. Discours, histoire, savoirs (XVII^e-XIX^e siècle)*, Paris, EHESS, coll. Purusartha, 2013, *passim*.

16. Voir, par exemple: Kate MARSH, *India in the French Imagination: Peripheral Voices, 1754-1815*, London, Pickering & Chatto, 2009; Ian H. MAGEDERA, Kate MARSH, « Les cinq noms sonores: the French voice in the story of British India, 1763-1954 », *Journal of Romance Studies*, vol. 5, n° 1 (2005), p. 65-77. Pour le « point de vue » des Indiens: M. GOBALAKICHENANE, « The 'French Revolution' of the Tamils in Pondicherry (1790-1793) », *East and West*, vol. 50, n. 1-4 (December 2000), p. 295-308; et Adrian CARTON, « Shades of Fraternity: Creolization and the Making of Citizenship in French India, 1790-1792 », *French Historical Studies*, vol. 31, n. 4 (2008), p. 581-607.

17. Selon des recherches récentes qui, à mon avis, méritent d'être prises en considération, la France a continué à être un acteur important dans la vie politique et surtout économique de l'Inde du sud même après 1763: « It is a common belief that the French gave up their political ambitions after 1763, that their trade very much receded and that their interest and activities in India virtually disappeared in the post-1763 period [...]. However, our scrutiny of evidence hardly bears this out. On the contrary, we find that the French made serious efforts to revive and increase their trade with India with the final objective of annihilation the English political might. We do notice a significant rise in the volume of French trade with India during the period of peace, i.e. after the Treaty of Paris till the abolition of the French Company, between 1771 and 1776 and then again during 1785 to 1789. The very presence of the French on the Coromandel Coast created fear in the mind of the English » (Arvind SINHA, *The Politics of Trade, Anglo-French Commerce on the Coromandel Coast, 1763-1793*, New Delhi, Manohar, 2002, p. 213).

18. Stanislas LEFEBVRE, « Mémoire sur l'importance actuelle de l'Inde et les moyens les plus efficaces d'y rétablir la Nation Française dans son ancienne splendeur », 1801 (voir *infra* note 78).

19. « Thus, we find that in the post-1763 period, despite official confrontations, the English and the French cooperated in establishing European dominance over the market forces to share the profits. But they chose to differ in their approach. It appears that the English success during this period was primarily because they used political means to further their trade interests, whereas the French were probably interested in Indian trade to achieve their political ambitions » (SINHA, *The Politics of Trade*, op. cit., p. 219-220).

20. Voir, par exemple, les belles sources analysées par : Florence D'SOUZA, « Représentations de la rivalité franco-britannique à la cour de Tipu Sultan, d'après les récits de quelques captifs anglais », dans Jacques WEBER (dir.), *Les relations entre la France et l'Inde de 1673 à nos jours*, op. cit., p. 109-116 ; et par Jean BOUTIER, « Les 'lettres de créances' du corsaire Ripaud. Un 'club jacobin' à Srirangapatnam (Inde), mai-juin 1797 », dans Jacques WEBER (dir.), *Le monde créole. Peuplement, sociétés et condition humaine, XVII^e-XX^e siècles. Mélanges offerts à Hubert Gerbeau*, Paris, Les Indes Savantes, 2005, p. 35-47.

21. [Jean-François DE TOLOZAN], *Mémoire sur le commerce de la France et de ses colonies*, Paris, Moutard, 1789, p. 117.

22. *Ibid*, p. 62.

23. *Ibidem*.

24. [Joseph-Alexandre LE BRASSEUR], *De L'Inde, ou réflexions sur les moyens que doit employer la France relativement à ses possessions en Asie*, Paris, Didot l'Aîné, 1810 (première édition, Paris, 1790).

25. « Joseph-Alexandre Le Brasseur, né à Rambouillet en 1741 (1745), fils de Pierre Le Brasseur, régisseur des domaines de la maison de Penthièvre. Commis des colonies à Rochefort, février 1763 ; à Bordeaux, janvier 1765. Ecrivain ordinaire de la marine et des classes, 7 avril 1765. Sous-commissaire de la Marine, 1^{er} février 1770. Commissaire à l'île de Sainte-Lucie, 10 décembre 1773. Commissaire ordonnateur à Gorée, 20 septembre 1774. Administrateur général de Gorée, mars 1776 (1774-1777). Commissaire ordonnateur au Cap Français à Saint Domingue, 7 mars 1779. Commissaire général des colonies, 20 octobre 1780. Commissaire ordonnateur à l'Île Bourbon, 6 février 1784. Commissaire général des ports et arsenaux de marine dans les colonies, 28 août 1784. Commissaire ordonnateur par intérim aux Îles de France et de Bourbon, 29 juillet 1785. Chargé des fonctions d'intendant des Îles de France et de Bourbon, 5 avril 1787. Intendant général des fonds de la marine et des colonies, 1^{er} avril 1788. Chargé des bureaux des fonds et des approvisionnements au ministère de la Marine en 1791 (mention manquante). Retiré en juillet 1792 (8 mars 1792). Mort guillotiné à Paris le 15 juin 1794. » Source : Charles BECKER, Victor MARTIN, « Détails historiques et politiques, mémoire inédit (1778) de J. A. Le Brasseur », *Bulletin de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire*, t. 39, série B, n° 1, octobre 1977, p. 81-132 (entre parenthèses les notices biographiques divergentes relevées par les auteurs).

26. « L'Isle de France offre [...] des ressources précieuses, soit pour entreprendre des opérations dans l'Inde, soit pour inquiéter le commerce de nos ennemis par des armements particuliers, et y préparer pendant la paix les moyens de les soutenir pendant la guerre, en augmentant la navigation d'Inde en Inde, à laquelle on peut employer sans inconvénient des matelots cafres mêlés parmi les blancs, et des noirs libres » (Joseph-Alexandre LE BRASSEUR, *De L'Inde...*, op. cit., p. 23).

27. *Ibid*, p. III-IV.

28. « L'Indostan est partagé en plusieurs états, parmi lesquels on distingue six puissances qu'il nous importe de connoître, savoir : la compagnie des Indes angloise, le successeur d'Ayder Alikan [Tipu Sahib, sultan du Mysore], les grands Marattes, le soubab du Décan [Deccan], les petits Marattes et le Mogol. Parmi ces six puissances, la première, en la considérant soit comme militaire, soit comme commerçante, soit même sous le rapport de son immense étendue, est, sans contredit, la compagnie angloise » (*ibid.*, p. 47).

29. *Ibid.*, p. 112-113.

30. Pour Le Brasseur, en effet, tous les établissements français sont également indéfendables dans le cas d'une attaque anglaise : « Le choix de l'emplacement d'un établissement militaire dans l'Inde étoit nécessairement limité entre Mahé, Karical et Pondichéry. Chacun de ces points, outre les vices de localité, étoit de plus exposé aux inconvénients généraux qui résultaient de notre situation dans l'Inde comparée à celle de nos ennemis. Il s'en présentait principalement deux, dont un seul suffisoit pour faire abandonner un projet de cette nature : le premier étoit la nécessité de créer une forteresse [...] ; le second, qu'en supposant même cet établissement achevé, il ne pouvoit rester, jusqu'à l'arrivée de forces très supérieures, que sur le pied d'une défensive extrêmement précaire » (*ibid.*, p. 35).

31. *Ibid.*, p. 115.

32. *Ibid.*, p. 98-99.

33. *Ibid.*, p. 139-140.

34. [Anonyme,] *Observations sur le livre intitulé "De l'Inde, ou réflexions sur les moyens que doit employer la France relativement à ses possessions en Asie"*, Paris, impr. de P.-F. Didot jeune, 1790, p. 3.

35. *Ibid.*, p. 5.

36. *Ibid.*, p. 6.

37. « On représente ici l'Ancienne Compagnie des Indes comme *incapable* de grandes vues. Cela est pitoyable [...]. La Compagnie des Indes avoit des reproches à faire à M. Dupleix, sur son administration, et n'étoit pas maîtresse du traitement qu'elle devoit lui faire [...]. Nous savons qu'il s'est acquis beaucoup d'honneur dans la défense de Pondichéry » (*ibid.*, p. 9).

38. *Ibid.*, p. 12.

39. *Ibid.*, p. 14.

40. *Ibid.*, p. 22.

41. *Ibid.*, p. 23.

42. « Après les victoires et les succès de Suffren, pouvoit-on s'attendre que le dernier traité de paix qui devoit accroître nos possessions et nos moyens de prospérité, nous plongeroit plus avant dans l'avisement et dans la dépendance ? » ; Bernard JOURNU-AUBER, *Rapport et Projet de décret sur les effets de la Révolutions dans les colonies françaises au-delà du Cap de Bonne-Espérance [...], sur l'importance de rétablir à Pondichéry une garnison et un état militaire qui assurent la tranquillité publique dans nos possessions dans l'Inde [...], présentés à l'Assemblée Nationale le 7 janvier 1792, l'an 4 de la Liberté, au nom du Comité des colonies*, Paris, Imprimerie nationale, 1792, p. 14.

43. *Ibid.*, p. 14-15.

44. Sur les complexes relations entre la France et le dernier sultan du Mysore « libre », Tipu Sahib (*alias* Tipu Sultan), voir : Jean-Marie LAFONT, *Indika : essays in Indo-French relations, 1630-1976*, New Delhi, Manohar-Centre de Sciences Humaines, 2000, p. 155-169 ; et Jean-Marie LAFONT, « Représentations de la rivalité franco-britannique à la cour de Tipu Sultan », dans Jacques WEBER (dir.), *Les relations entre la France et l'Inde...*, *op. cit.*, p. 105-117.

45. Pierre-Louis MOLINE, *Mémoire historique et politique sur les Indes Orientales, ou l'Exposé succinct des grands avantages que la République française pourrait retirer de ses nouveaux établissements dans cette partie du monde pour y balancer le pouvoir britannique et y faire respecter les décrets d'un peuple souverain*, Paris, Imprimerie de Becquart, [an III-1794], p. 4.

46. *Ibid.*, p. 5.

47. *Ibid.*, p. 9-10.

48. *Ibid.*, p. 22-23.

49. *Ibid.*, p. 31.

50. « Martin, Lenoir, Dumas, Dupleix et Bussy ont montré que les Français pouvaient réussir en Inde. Leur réussite fut d'abord commerciale. Dès 1721, les armements français dépassaient ceux de l'*East India Company*. Dans les années 1730, les profits réalisés par les Français atteignaient 25 % par an, alors que ceux de la Compagnie britannique étaient inférieurs à 10 % » (WEBER, *Pondichéry*

et les comptoirs de l'Inde après Dupleix, op. cit., p. 12). Sur la réussite de la *Compagnie des Indes* avant la guerre de Succession d'Autriche, voir aussi : Catherine MANNING, *Fortunes à faire. The French in Asian Trade, 1719-48*, Aldershot, Ashgate, 1996 (en particulier p. 109-127).

51. Antoine-Étienne-Nicolas FANTIN DESODOARDS, *Révolutions de l'Inde au XVIII^e siècle ou Mémoires de Typoo-Zaeb*, 2 tomes, Paris, Bridel, 1796, t. I, p. 782.

52. Sur la question voir : Massimiliano VAGHI, *Joseph-François Dupleix e la prima espansione europea in India : 'Le trône du grand Mogol tremble au seul bruit de votre nom'*, Unicopli, Milano, 2008, p. 48-51.

53. Parmi les ouvrages français, sur la figure et sur l'importance de Dupleix, voir : Alfred MARTINEAU, *Dupleix et l'Inde française : 1749-1754*, 4 t., Paris, E. Champion, 1920-1928 ; Prosper CULTRU, *Dupleix, ses plans politiques, sa disgrâce*, Paris, Hachette, 1901. Dans les mêmes années, en Angleterre, Henry H. Dodwell célèbre Dupleix comme l'inspirateur de l'heureuse politique de conquête suivie par Robert Clive : H. H. DODWELL, *Dupleix and Clive. The Beginning of Empire*, London, Methuen, 1920.

54. Duperron a été le premier savant qui a révélé à l'Europe les livres sacrés du zoroastrisme et de l'hindouisme ; pour une vue d'ensemble sur son travail d'orientaliste, voir : Lucette VALENSI, « Anquetil-Duperron, Abraham-Hyacinthe », dans François POUILLON (dir.), *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, Karthala, 2008, p. 21-23 ; Ivo BUDIL, « Abraham Hyacinthe Anquetil Duperron : Clash of Orientalist in the Eighteenth Century India », *Prague Papers on the History of International Relations*, 2007, p. 63-81 ; Massimiliano VAGHI, « Entre le pittoresque et l'érudition. L'idée de l'Inde en France (1760-1830) », *AHRF*, n° 375 (2014), p. 56-59 ; et Pierre-Sylvain FILIOZAT, « Anquetil Duperron, un pionnier du voyage scientifique en Inde », *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 149^e année, n° 4 (2005), p. 1261-1280. Voir aussi, en général : Jean-Luc KIEFFER, *Anquetil-Duperron. L'Inde et la France au XVIII^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 1983 ; et Jacques ANQUETIL, *Anquetil-Duperron. Premier orientaliste français*, Presses de la Renaissance, Paris, 2005.

55. Abraham-Hyacinthe ANQUETIL-DUPERRON, « Plan d'administration pour l'Inde », dans Joseph J. TIEFFENTHALER (dir.), *Description historique et géographique de l'Inde*, 3 tomes, Berlin, Impr. Pierre Bourdeaux, 1788, t. III, p. XVII.

56. « Je suis sur le point de m'embarquer. Je n'attends plus pour cela que la caisse de livres et d'instruments [...]. Je me vois libre », lettre d'Anquetil-Duperron au comte De Caylus, Lorient, 15 décembre 1754, dans Antoine SÉRIEYS (dir.), *Lettres inédites d'Henri IV et de plusieurs personnages célèbres*, Paris, H. Tardieu, an X [1802], p. 218. En novembre 1754, Duperron s'engage dans les troupes de la *Compagnie des Indes* et fait route à pied vers Lorient, avec des compagnons d'armes recrutés dans les prisons. Juste avant de s'embarquer, il reçoit un subside de la Bibliothèque du Roi qui lui permet de voyager comme passager libre et de quitter le contingent une fois arrivé à Pondichéry, le 10 août 1755.

57. Abraham-Hyacinthe ANQUETIL-DUPERRON, « Plan d'administration pour l'Inde », op. cit., t. III, p. LXIII.

58. *Ibid.*, t. III, p. LXIII.

59. *Ibid.*, t. III, p. LXIV.

60. Voir : Abraham-Hyacinthe ANQUETIL-DUPERRON, *L'Inde en rapport avec l'Europe, ouvrage divisé en deux parties : la première sur les intérêts politiques de l'Inde ; la deuxième sur le commerce de cette contrée [...]*, 2 tomes, Paris, impr. de Lesguilliez frères, an VI [1798], t. I, p. XI-XII.

61. Bertrand François Mahé, comte de La Bourdonnais (1699-1753) a été gouverneur général des Mascareignes pour le compte de la *Compagnie des Indes* de 1735 à 1748. Lorsque la guerre de Succession d'Autriche éclate, il se distingue contre une escadre anglaise supérieure en nombre, commandée par Lord Peyton, à la bataille de Négapatam (6 juillet 1746). Le 21 septembre 1746 il prend Madras pratiquement sans combattre, et négocie une rançon avec le commandant anglais de la ville. Cet épisode est à l'origine des désaccords avec J.-F. Dupleix, qui aurait préféré la

destruction de la ville, et cause sa destitution du poste de gouverneur. Voir : Alfred MARTINEAU, « L'Inde de 1720 à nos jours », dans Gabriel HANOTAUX, Alfred MARTINEAU (dir.), *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, 6 t., Paris, Librairie Plon, 1929, t. V, p. 145-155 ; et, plus récent, Philippe HAUDRÈRE, *La Bourdonnais, marin et aventurier*, Paris, Desjonquères, 1992, *passim*.

62. Abraham-Hyacinthe ANQUETIL-DUPERRON, *L'Inde en rapport avec l'Europe*, op. cit., t. I, p. I.

63. *Ibid.*, t. I, p. 27.

64. *Ibid.*, t. I, p. 28-29.

65. *Ibid.*, t. I, p. 29.

66. Louis-Marie-Joseph Ohier DE GRANDPRÉ, *Voyage dans l'Inde et au Bengale, fait dans les années 1789 et 1790*, 2 tomes, Paris, Dentu, an IX-1801, t. I, p. 33.

67. *Ibid.*, t. I, p. 219-220.

68. Michaud, célèbre pour sa monumentale *Histoire des Croisades* (7 tomes, Paris, Michaud-Pillet, 1812-1822), a eu un passé de réformiste au début de la Révolution et de royaliste après le 9 Thermidor. Décoré de la légion d'honneur par Napoléon en 1812, il est ensuite élu membre de l'Académie française le 5 août 1813. Au retour des Bourbons, il redevient royaliste et obtient le poste de lecteur du Roi.

69. Joseph-François MICHAUD, *Histoire des progrès et de la chute de l'Empire de Mysore sous les règnes d'Hyder-Aly et Tipoo-Saïb*, 2 tomes, Paris, Giguët & C.ie, 1801 (IX).

70. *Ibid.*, t. I, p. 64-65.

71. *Ibid.*, t. I, p. 100.

72. *Ibid.*, t. II, p. 93.

73. M. de C[OURCY], *Tableau religieux et politique de l'Indostan ou précis historique des révolutions de l'Inde, où l'on voit les manœuvres employées par la Compagnie Anglaise pour s'emparer exclusivement du commerce [...] des Peuples Indous [...]* ; publié et enrichi de notes par A.B. de B[asselin], Paris, Marchant, 1803 (XI). La question de l'attribution de cet ouvrage est compliquée, et tant le nom de C[ourcy] que celui de B[asselin] sont sans doute des pseudonymes (voir Antoine-Alexandre BARBIER, *Dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes : composés, traduits ou publiés en français et en latin, avec les noms des auteurs, traducteurs et éditeurs*, Paris, Chez Barrois l'aîné, 1824, p. 303, « Je ne puis me rappeler dans quel ouvrage j'ai trouvé les noms de Courcy et de Basselin »). On peut faire quelque hypothèse seulement sur le nom « Courcy » et, à mon avis, on a quatre choix possibles. Si on ne le considère pas comme réel : 1) suivant l'hypothèse de Florence D'Souza, l'auteur peut être David Charpentier de Cossigny (1740-1809), ancien gouverneur de Pondichéry, de l'île Bourbon et de l'île Maurice (D'SOUZA, *Quand la France découvrit l'Inde...*, op. cit., p. 87) ; 2) d'un autre côté, mais moins probable, il faut considérer Thomas Conway (1733-1800), lui aussi ancien gouverneur de Pondichéry et des Mascareignes. Si on pense, au contraire, à un homme nommé « Courcy » qui ait réellement existé – hypothèse à mon avis moins probable – il faut considérer : 3) Potier de Courcy, ancien ordonnateur à Bourbon (1778-1784) et commissaire général de la Marine à l'île de France (1771-1773), voir Madeleine LY-TIO-FANE, « Pierre Poivre et l'expansion française dans l'Indo-Pacifique », *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. 53-N° 2, 1967, p. 453-512 (en particulier p. 469) ; 4) et le Sieur de Courcy, lieutenant au régiment de Port-Louis (1771-1774), voir ANOM, Col. E, 199.

74. *Tableau religieux et politique de l'Indostan...*, op. cit., p. I-II. Basselin profite d'une autre note pour commenter : « C'est un monument de honte qu'ils [les Anglais] se sont imprimés en laissant paraître ce Traité » (*ibid.*, p. 449).

75. *Ibid.*, p. IV.

76. Même si aujourd'hui, à propos des relations diplomatiques et des échanges entre la France et les « Orient », on ne peut plus nier l'existence d'une certaine continuité entre les politiques royales d'Ancien Régime et les positions « révolutionnaires », l'importance de l'expédition

napoléonienne en Égypte reste fondamentale pour la reconstitution des relations entre l'Europe, le Proche-Orient et l'Asie sud-occidentale. Voir, en général : Marcel DORIGNY, Rachida TLILI SELLAOUTI (dir.), *Droits des gens et relations entre les peuples dans l'espace méditerranéen autour de la Révolution française*, Paris, SER-Collection Études révolutionnaires, 2006 ; et Jean LACOUTURE (et alii), *La Révolution française et l'Orient, 1789-1989*, Paris, Cariscript, 1989.

77. Charles-Stanislas Lefebvre (1770-?), désireux de rejoindre son oncle l'évêque d'Adran en Cochinchine, en 1792 obtient un passage pour Pondichéry où il est nommé sous-lieutenant. Pendant le cinquième siège de Pondichéry, il fait partie du corps du génie et il est nommé lieutenant le 13 juillet 1793. Fait prisonnier de guerre lors de la capitulation de la ville (23 août 1793), en 1795, il obtient du gouvernement de Madras la permission de se rendre en Cochinchine près de son oncle, mais, après un séjour de huit mois seulement, il retourne à Pondichéry. En 1801, il se rembarque pour l'Europe avec ce qui restait de l'ancienne garnison française. Deux ans plus tard il devient aide de camp du général Decaen, il est nommé capitaine et il revient en Asie. En 1804 il est envoyé en mission en France et, reçu en audience par Napoléon, il lui expose les plans de Decaen – qui n'avait jamais renoncé à une expédition dans l'Inde – et les besoins des troupes et des colons des Mascareignes. Pendant quatre ans, Lefebvre prit part aux travaux de Decaen qui l'emploie encore pour diverses missions, notamment à l'île Bourbon et sur les côtes de Madagascar. Nommé chef d'escadron le 11 mai 1810, lors de la capitulation de l'île de France, il revient en France avec Decaen. Voir : Charles-Stanislas LEFEBVRE, *Campagnes et missions : à Pondichéry et à l'île de France (1793-1810), en Catalogne (1811-1813), la campagne de France (1814), les Cent-jours, la Terreur blanche, la Restauration*, Paris, éditions historiques Teissèdre, 2001, *passim*.

78. British Library (BL), IOR H (India Office Records, Home miscellaneous series), vol. 623, p. 43, « Mémoire sur l'importance actuelle de l'Inde et les moyens les plus efficaces d'y rétablir la Nation Française dans son ancienne splendeur », par Stanislas Lefebvre (Lieutenant d'Infanterie), Pondichéry, janvier 1801 (p. 9-70).

79. *Ibid.*, p. 44.

80. *Ibid.*, p. 10.

81. « Lord Wellesley qui trouva cette pièce dans les Archives de Pondichéry au moment de la troisième prise de la ville, en 1803, en conclut que le gouvernement français était déterminé à l'exécution de cette entreprise contre la puissance anglaise et en fit l'objet d'un rapport à lord Hobart le 20 novembre 1803 » ; Alfred MARTINEAU, « Le Général Perron, généralissime des armées de Scindia et du Grand Mogol, 1753-1834 », *Revue de l'histoire des colonies françaises*, t. 19, n. 80, mars-avril 1931, p. 122.

82. BL, IOR H, vol. 623, « Mémoire sur l'importance actuelle de l'Inde... », p. 37-38.

83. *Ibid.*, p. 33-34.

84. *Ibid.*, p. 39. Lefebvre est convaincu de la grande puissance des Marathes qui, « s'ils étaient réunis, ont à leur disposition plus de 200,000 hommes à cavalerie » (*ibid.*, p. 26), et de leur disponibilité à combattre unis contre les Anglais dans le cas où une expédition française aurait rejoint l'Inde. Sur les rivalités entre les familles Marathes et sur les complexes relations avec l'Angleterre avant la signature du traité de Bassein (1802), voir : Govind Sakharam SARDESAI, *New history of the Marathas*, 3 vol., Bombay, Published by D. B. Dhawale for Phoenix Publications, [1946-1948], vol. III, p. 370 et suivantes; S. G. VAIDYA, *Peshwa Bajirao II and the downfall of the Maratha power*, Nagpur, Pragati Prakashan, 1976, p. 108 et suivantes; et Pratul Chandra GUPTA, *Baji Rao II and the East India Company, 1796-1818*, Bombay, Allied Publishers Private [1964-2e éd.], p. 36 et suivantes.

85. BL, IOR H, vol. 623, « Mémoire sur l'importance actuelle de l'Inde... », p. 40.

86. *Ibid.*, p. 45.

87. *Ibidem*.

88. *Ibid.*, p. 46-47.

89. *Ibid.*, p. 47-48.

90. « Ce superbe Royaume est très bien connu pour [...] la fertilité de son territoire, et les ressources immenses qu'il fournirait à une Armée » (*ibid.*, p. 49). À propos des relations diplomatiques entre la France et la Perse à partir de la campagne d'Égypte jusqu'à la fin de la mission Gardane, voir : Iradj AMINI, *Napoléon et la Perse : les relations franco-persanes sous le Premier Empire dans le contexte des rivalités entre la France, l'Angleterre et la Russie*, Paris, Fondation Napoléon, 1995, *passim*.

91. « Une flotte qui partirait d'Europe pour [...] l'Inde ne pourrait pas se rendre en moins de tems, et certainement pas transporter le même nombre d'hommes » ; BL, IOR H, vol. 623, « Mémoire sur l'importance actuelle de l'Inde... », p. 53.

92. *Ibid.*, p. 59.

93. *Ibid.*, p. 60.

94. *Ibid.*, p. 61.

95. « Toutes les précautions dont dépend ordinairement le succès des opérations navales étant ainsi prises, cette nouvelle flotte, en partant dans la bonne saison et suivant la route ordinaire des Galleons, arriverait à Manille après un voyage de deux mois et demi environ sans la moindre opposition de la part des Anglais qui n'ont jamais pensé à entretenir une croisière dans ces parages » (*ibid.*, p. 62).

96. *Ibidem*.

97. *Ibid.*, p. 64.

98. *Ibid.*, p. 65.

99. *Ibid.*, p. 66.

100. À ce propos il ne faut pas oublier le cas de George III « dont le règne sera à jamais mémorable par la perte d'une des plus belles possessions de la Monarchie Britannique » (*ibid.*, p. 67).

101. *Ibid.*, p. 69-70.

102. La question de savoir si Napoléon conserve ou non des visées coloniales après l'expédition d'Égypte est toujours débattue et, malheureusement, elle ne peut pas être traitée ici. De mon côté, je me limite à citer les anciens mots du général J.-B. Dumas, que je considère comme étant toujours exacts : « L'esprit pratique de Napoléon ne s'égare pas en de tels rêves ; s'il jugeait utile d'en occuper l'attention du public et d'en inquiéter ses adversaires, il est permis d'hésiter à les suivre. Sans une marine puissante, sans la maîtrise de mers, ces conceptions sortaient des réalités. On doit, au contraire, retenir et considérer leur action diplomatique et politique, leur rôle de démonstrations, leur mode d'extension d'influences et de protectorats sous diverses formes, devenues très modernes » ; Jean-Baptiste DUMAS (dir.), *Un fourrier de Napoléon vers l'Inde. Les papiers du Lieutenant-Général Trézel [...]* ; Ire partie (1780-1812), Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1915, p. 34.

103. « Les Anglais ont des forces considérables dans l'Inde, et ils savent les distribuer avec sagesse et économie sur la surface de leurs immenses possessions. Ils ont peu de soldats de leur nation ; mais ils usent de ceux-ci avec tant de sobriété, qu'ils semblent se reproduire. On en voit à la tête de tous les corps de cipayes, qui sont, comme je l'ai dit, parfaitement disciplinés. L'esprit et le courage de ces fiers insulaires s'amalgament dans leurs bataillons, composés d'Indiens : même tactique, même audace. Lorsqu'on se bat contre eux sur les rives du Gange, on croit être aux prises avec les riverains de la Tamise, à la couleur près des combattants, et à la toque qui leur sert de coiffure ; et même les cipayes anglais valent mieux que leurs maîtres. Qu'on juge après cela s'il est aisé de chasser les Anglais de ce beau pays. Une armée de cinquante mille Européens bien acclimatés en viendrait à peine au bout » ; Jean-Charles PERRIN, *Voyage dans l'Indostan, par M. Perrin, ancien Missionnaire des Indes*, 2 tomes, Paris, imprimerie Le Normant, 1807, t. I, p. 221-222.

104. Trézel, sur la désignation personnelle de Napoléon, a été lieutenant aide de camp et attaché de légation du général Gardanne, dans son ambassade de France en Perse (1807-1808). Ensuite, il a fait une belle carrière : général de division, puis ministre de la guerre et pair de France sous la Monarchie de Juillet. Voir : Jean-Baptiste DUMAS (dir.), *Un fourrier de Napoléon vers l'Inde...*, op. cit., passim.

105. Camille Alphonse TRÉZEL, « Conclusions générales du rapport de Trézel » (9 mai 1808), dans Jean-Baptiste DUMAS (dir.), *Un fourrier de Napoléon vers l'Inde...*, op. cit., p. 55-56.

106. Voir : Alexandre LEGOUX DE FLAIX, *Essai historique, géographique et politique sur l'Indoustan avec le tableau de son commerce*, 2 tomes, Paris, Pougin, 1807, t. I, p. VI.

107. « Envoyé dans l'Inde en qualité d'ingénieur militaire [...], j'y arrivai en mai 1769. Cette ville, où je suis né, n'était plus ce qu'elle avait été lorsque j'en partis pour venir en Europe pour y recevoir l'instruction que l'on se proposait de me donner. Parvenue, sous le gouvernement de Dupleix, au faite de l'opulence, elle était devenue un repaire de reptiles et de bêtes fauves. Il fallait la reconstruire de nouveau » (*ibid.*, t. I, p. IV).

108. « Lorsque Colbert jeta les fondements de la Compagnie des Indes, ce grand homme n'y attacha point l'idée d'aucun établissement, ni de possessions territoriales plus ou moins vastes ; sa perspicacité lui en faisait connaître tous les dangers, en cela sa politique était sage » (*ibid.*, t. I, p. 323-324).

109. *Ibid.*, t. I, p. III.

110. *Ibid.*, t. I, p. 219.

111. *Ibid.*, t. I, p. 341-342.

112. À ce propos, voir : Massimiliano VAGHI, *Joseph-François Dupleix e la prima espansione europea in India*, op. cit., p. 237-297.

113. Alexis-Gilbert-Henri COLLIN DE BAR, *Histoire de l'Inde ancienne et moderne ou de l'Indostan*, 2 tomes, Paris, Le Normant, 1814, t. I, p. 49.

114. *Ibid.*, t. I, p. 66.

115. *Ibid.*, t. I, p. 80.

116. *Ibid.*, t. I, p. 130.

117. À ce propos voir, dans ce même numéro, l'article de Bernard GAINOT « Autour du Voyage aux Indes orientales de Renouard de Sainte-Croix (Paris, 1810) ; les enjeux de la Cochinchine, de 1763 à 1810 », *La Révolution française* [En ligne], 8 | 2015.

RÉSUMÉS

Le milieu du XVIII^e siècle a vu le passage d'une phase pionnière des expériences coloniales anglaise et française en Inde, marquée par un intérêt prédominant pour les biens exotiques, à une nouvelle phase plus « politique », visant à une expansion territoriale pour un contrôle stratégique et économique du sous-continent. Ce moment de la rivalité anglo-française est appelé la « lutte pour l'Inde ». Après le Traité de Paris, les Français ont été contraints dans leurs ports par leurs rivaux, et obligés de démanteler tous les ouvrages défensifs. Cependant, après 1763, les élites et l'opinion publique françaises n'ont pas oublié l'importance économique des comptoirs indiens, ni ont jamais complètement négligé le rôle de ces colonies dans la lutte contre les Britanniques. L'étude de ce qu'on nomme le « renoncement » français en Inde est étroitement

liée à l'échec de la *Compagnie des Indes*, incapable de comprendre les changements profonds survenus dans la société et dans la politique indiennes.

The central decades of the 18th century saw the change from the pioneering phase of the English and French colonial experiences in India, marked by a prevailing interest in exotic goods, to a new more 'political' phase aimed at a territorial expansion for the control of strategic and economical areas. This phase of the Anglo-French rivalry is called 'struggle for India'. According to the Treaty of Paris, the French were restricted to their coastal settlements by their British rivals, and compelled to dismantle all their defensive works. However, after 1763 the French élites and public opinion did not forget the economical relevance of the Indian settlements, nor did they ever completely neglect the role those colonies had in the struggle with their British enemies. The study of what is often called the French 'renunciation' to India is strictly connected to the failure of the French *Compagnie des Indes*, unable to understand the deep changes occurring in Indian society and politics.

INDEX

Mots-clés : France, colonies, Inde, historiographie coloniale, rivalité franco-anglaise

Keywords : France, India, Colonies, colonial historiography, Anglo-French rivalry